

L'HEURE D'UNE NOUVELLE DONNE EN ENVIRONNEMENT A SONNÉ

Leçons tirées de la Crise

Par Toby Sanger

Dans son rapport « The Economics of Climate Change » par ailleurs excellent, Sir Nicholas Stern affirme que les changements climatiques constituent « le dysfonctionnement du marché le plus grand et le plus étendu jamais vu ». Cela n'est pas tout à fait exact. Du moins, pas encore. La scientificité et la gravité du problème du réchauffement de la planète sont incontestables. La question à savoir si les changements climatiques peuvent recevoir la mention douteuse du plus grand « dysfonctionnement du marché » est toutefois discutable.

Stern, l'ancien économiste en chef de la Banque mondiale, estime que le monde souffrira d'une baisse de cinq à vingt pour cent du niveau de vie par personne, à moins que nous prenions des mesures pour réduire le réchauffement de la planète. Bien que les dommages puissent se révéler plus vastes, ils demeurent bien moindres que le déclin économique accusé lors de la Grande Crise, qui se chiffrait à 40 pour cent par personne aux États-Unis et à 44 pour cent par personne au Canada.

L'enjeu ne consiste cependant pas à établir quel est le plus grand échec économique. Les changements climatiques continus pourraient occasionner la destruction à grande échelle de nos espèces et des autres espèces, à un niveau de loin supérieur au dur univers du calcul économique. Il s'agit de voir si nous pouvons tirer une leçon des expériences passées pour empêcher les souffrances et les dommages futurs.

La Grande Crise a donné lieu à une réforme fondamentale de notre système économique, grâce à l'adoption de nouvelles approches économiques et à la création de bon nombre d'institutions et de programmes publics, dans le cadre de la Nouvelle Donne aux États-Unis et de quelques programmes semblables au Canada. Bien qu'elles soient constamment remises en question, ces mesures, notamment la gestion active de l'économie, l'assurance-emploi, le salaire minimum, les normes du travail et les programmes sociaux, ont porté fruit et font en sorte d'accroître la démocratie dans nos institutions publiques et de favoriser l'égalité économique et sociale.

Les causes de la Grande Crise font encore l'objet d'un débat, mais, d'une façon ou d'une autre, elles englobent toute une série d'échecs des marchés privés et des politiques gouvernementales; une réforme complète était donc de mise. Le problème auquel nous sommes maintenant confrontés est également très complexe. Comme Stern l'a mentionné, « la science économique des changements climatiques est aussi vaste, profonde et compliquée que tout autre domaine de l'économie. En effet, elle combine bon nombre des difficultés des autres domaines de l'économie ».

Certaines parties de la solution aux changements climatiques sont simples. L'une d'entre elles consiste à fixer le prix de la pollution engendrée par le dioxyde de carbone et les autres gaz à effet de serre afin de prendre en compte les dommages occasionnés. On peut y parvenir en imposant des taxes sur les émissions carboniques ou en adoptant un système de plafonnement et échange, dans le cadre duquel une grande quantité de droits d'émission seraient vendus à l'industrie. Il s'agit de mesures nécessaires devant être adoptées sur-le-champ, mais qui sont loin d'être suffisantes.

Malheureusement, certaines personnes croient qu'il est possible de régler le problème du réchauffement planétaire en chiffrant simplement le prix de la pollution et en privatisant le problème. Comme tout bon économiste le sait, les marchés privés comptent de nombreux types différents de dysfonctionnements : le fait de ne pas établir le prix de la pollution n'est que l'un d'entre eux. À vrai dire, la société humaine et notre environnement représentent d'importants « dysfonctionnements du marché » multidimensionnels à plusieurs niveaux. Il serait hautement inefficace, soit infructueux ou extrêmement nuisible, de ne compter que sur une taxe sur les émissions carboniques ou sur d'autres instruments économiques pour faire face au problème.

Le climat est un bien public mondial. En effet, il s'agit d'un des biens publics ultimes. Pour cette raison, nous avons besoin d'un leadership public solide et étendu qui prendra différentes formes afin de nous attaquer au problème de la crise climatique.

Les changements climatiques n'ont pas seulement trait au réchauffement de la planète. C'est aussi essentiellement une question d'incertitude et de risque accrus. L'incertitude associée aux conséquences des changements climatiques est aggravée par l'incertitude au sujet de la politique du gouvernement ainsi que de la technologie et des conditions du marché en évolution. Il est donc absolument essentiel que les gouvernements des pays établissent des politiques crédibles à long terme, fournissent de l'information exacte, entreprennent des recherches, renseignent le public et fixent des normes relatives à la technologie, à l'efficacité énergétique et à la planification.

Les gouvernements ne gagneront la confiance du public que s'ils prêchent par l'exemple en mettant de l'ordre chez eux et dans leurs opérations. À titre d'exemple, un programme d'envergure visant à moderniser les immeubles publics, à adapter nos infrastructures publiques en fonction des changements climatiques, à investir dans les transports en commun et à améliorer la planification contribuerait largement à convaincre le public et le monde des affaires qu'il est grand temps d'agir. Il permettrait aussi d'ouvrir le marché à bon nombre de produits et de technologies connexes.

Malheureusement, en planifiant de vendre les immeubles publics, de privatiser les opérations et de contraindre les autres ordres du gouvernement à prendre part à des partenariats public-privé (PPP), le gouvernement fédéral conservateur refile son aptitude à donner l'exemple. Les municipalités à court d'argent ont besoin de plus de fonds pour assurer l'efficacité énergétique et s'adapter aux changements climatiques et n'ont pas intérêt à être aux prises avec des paiements élevés à long terme pour les PPP qui limitent considérablement leur capacité à apporter des améliorations et à faire preuve de leadership public.

Le deuxième grand secteur dans lequel les gouvernements doivent faire preuve de leadership se rapporte au développement de nouvelles technologies, normes et infrastructures requises pour accroître l'efficacité énergétique et réduire les émissions de gaz à effet de serre. Compte tenu de la nature dynamique et incertaine des progrès technologiques, il est risqué de recourir à un seul moyen. Les gouvernements doivent plutôt aider à préparer un portefeuille de technologies de pointe et à établir des normes rigoureuses qui fourniront l'engagement à aller de l'avant. Il faudra donc effectuer des recherches de base, ce que les entreprises privées ne font pas assez par eux-mêmes. Il faudra aussi créer des infrastructures, fixer des normes et atteindre une masse critique. L'« autoroute de l'hydrogène » proposée par la Californie en est un exemple. Si on s'en remettait aux impératifs de la prudence et à la logique de la maximisation des profits des entreprises privées, ce projet ne verrait pas le jour avant longtemps. Au Canada, les services publics d'électricité pourraient faire preuve de leadership en devenant d'importants fournisseurs d'énergies renouvelables.

L'établissement d'un plan crédible encouragera les entreprises à effectuer de nouveaux investissements. Tout de même, la majeure partie de l'industrie privée du Canada a un rendement notoirement mauvais en ce qui a trait aux investissements dans la recherche et le développement et aux innovations, malgré ses immenses profits et ses généreuses subventions à caractère fiscal. Bon nombre des innovations majeures du Canada ont été développées directement par des universités et des conseils de recherche financés et dirigés par des institutions publiques. La recherche et le développement privés et commerciaux sont très importants, mais ils s'appuient sur la recherche fondamentale et sont axés sur les profits du secteur privé. Il faut plus de recherche fondamentale publique visant l'accroissement des bienfaits d'intérêt public.

Un fonds national d'investissement dans les emplois environnementaux aiderait nos secteurs de la fabrication et de la transformation en difficultés à innover, à investir dans de nouvelles technologies et à créer de bons emplois pour les Canadiens et Canadiennes dans ces secteurs à croissance rapide. (L'Ontario a récemment fait l'annonce d'un « Fonds pour les emplois dans les secteurs émergents » de ce genre.)

En troisième lieu figure la question de l'égalité et de la justice environnementale. Comme le rapport de Stern le souligne, les pays pauvres de même que les pauvres de tous les pays sont les plus grandes victimes des changements climatiques, même si ce sont les pays riches et les personnes à revenu élevé qui sont responsables de la génération de la majorité des émissions.

Les personnes à faible revenu ne subiront pas seulement les conséquences directes des changements climatiques; elles seront également touchées de façon disproportionnée par le prix à la hausse du carburant et des aliments et seront moins en mesure de s'adapter aux changements climatiques et d'investir dans des technologies écoénergétiques. Elles ont un « capital restreint », comme on le dit si bien dans le jargon économique.

Les répercussions de l'ouragan Katrina et de la vague de chaleur de 2003 en Europe, au cours de laquelle 35 000 personnes ont péri, illustrent ces effets de façon radicale. La grande majorité des personnes décédées étaient des personnes âgées, malades ou pauvres qui n'ont pas réussi à fuir la vague de chaleur ou les inondations. Les personnes à faible revenu habitent des régions à risque élevé, travaillent dans des secteurs à vulnérabilité accrue et n'ont pas autant de capacités et de ressources pour apporter des changements.

Il est nécessaire d'améliorer les services de santé et les services sociaux ainsi que les installations collectives afin d'aider l'ensemble de la population à affronter les changements climatiques, les vagues de chaleur et les phénomènes météorologiques extrêmes. Les institutions publiques doivent fournir leur appui pour aider les familles à faible revenu à s'adapter aux changements climatiques, à moderniser leurs logements, à favoriser la conservation et à réduire l'utilisation des combustibles fossiles. Des programmes d'enseignement, de formation et d'information doivent être mis en œuvre pour favoriser ces changements. Il faut créer un fonds de transition équitable pour aider les personnes qui occupent des emplois qui seront touchés par les nouvelles politiques associées aux changements climatiques.

Les taxes sur les émissions carboniques et les droits d'émission provoqueront une augmentation du prix des combustibles fossiles, des aliments, du transport et d'une multitude de biens et services. Les familles à revenu faible et moyen seront touchées de façon disproportionnée par cette hausse puisqu'elles dépensent une part beaucoup plus importante de leur budget sur ces biens de première nécessité comparativement aux familles à revenu élevé.

L'imposition de taxes sur les émissions carboniques et la vente de droits d'émission doivent avoir lieu conjointement avec une réforme progressive de la taxation, qu'elles peuvent facilement financer, de façon à ce que les familles à revenu faible et moyen ne subissent pas les contrecoups de ces mesures nécessaires.

Enfin, nous devons profiter de l'occasion pour renforcer la confiance, l'inclusivité et la démocratie auprès du public. Le Protocole de Kyoto est un exemple rare et important d'un cas où des nations ont sacrifié leurs intérêts à court terme et décidé de travailler en collaboration pour le bien commun des générations futures.

Il faut miser sur ce type d'action collective tant à l'échelle nationale qu'internationale. Tout individu est partie prenante de notre avenir. Tous les secteurs de la société et les ordres du gouvernement doivent participer à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plan d'action national sur les changements climatiques, d'après un processus transparent, inclusif et responsable.

Plutôt que d'élaborer des plans de façon unilatérale, ou encore de sonner l'alarme, de cacher de l'information et de privatiser les solutions, le gouvernement fédéral devrait établir une agence des changements climatiques ouverte, transparente et publique qui travaillerait en collaboration avec tous les gouvernements et les intervenants en vue de coordonner une stratégie nationale, de présenter des recherches et des renseignements crédibles et de financer des recherches, des projets, des programmes et la participation.

Somme toute, nous avons besoin d'une « Nouvelle Donne » en matière d'environnement, dans le cadre de laquelle nos gouvernements interviendront dans quatre volets : la démonstration de leadership, l'investissement dans l'avenir, la valorisation de l'égalité et le renforcement de notre démocratie.

Le premier ministre Stephen Harper ferait bien de tirer une leçon des erreurs de son prédécesseur, R.B. Bennett, qui était le premier ministre conservateur du Canada pendant la Crise et qui était aussi député de Calgary-Ouest. Malgré ses opinions et ses politiques de droite et de laissez-faire souvent virulentes, même Bennett, « l'homme au talon de fer » s'est rendu compte à la longue que son approche de marché libre n'était pas efficace et a finalement mis en œuvre quelques politiques de la Nouvelle Donne dans le but de remédier à la crise économique. Mais c'était trop peu, trop tard, et les conservateurs ont été battus à plates coutures lors de l'élection de 1935.

La question à se poser est la suivante : Stephen Harper tirera-t-il une leçon de l'histoire politique et de l'économie et fera-t-il preuve du leadership public nécessaire pour faire face à la crise climatique? Ou s'entêtera-t-il à conserver une vision idéologique étroite et ainsi donner raison à Stern en faisant des changements climatiques un « dysfonctionnement du marché » encore plus grand que la Grande Crise?